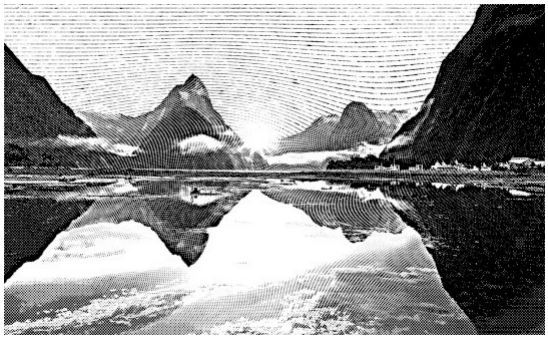
laTrompette



ISTOCK.COM/PRIMEIMAGES

Le Paradis perdu

Où est-ce que tout a mal tourné ?

- Christopher Eames
- 09/05/2022

« Dieu des nations, à Tes pieds, nous nous rassemblons liés d'amour, écoute nos voix, nous Te prions, Dieu protège notre pays libre […] » Dès ses premiers mots, l'hymne national de la Nouvelle-Zélande, « *God Defend New Zealand* » [Dieu protège la Nouvelle-Zélande], est une invocation à Dieu pour qu'Il bénisse notre nation. Et elle a été bénie—comme peu d'autres sur Terre.

Au début des années 1800, l'Empire britannique se développa de manière exponentielle. Cela ressemblait presque à un accident, mais comme Herbert W. Armstrong l'a expliqué dans son livre intitulé *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*, en réalité, c'était le résultat de bénédictions précisément datées et prophétisées dans la Bible. En 1840, l'empire ajouta ce qui était parfois appelé « la dernière masse terrestre habitée », la Nouvelle-Zélande. Un voyage de 16,000 miles [25,750 km], peut-être la plus longue migration de l'histoire de l'humanité, amena les sujets britanniques sur une île paradisiaque aux montagnes impressionnantes, aux champs volcaniques, aux terres agricoles fertiles, sans animaux prédateurs, aux gisements d'or et autres ressources, et à la perspective d'aventures.

Les Néo-Zélandais étaient des pionniers, mais ils étaient fermement attachés au devoir, au service, à l'Empire et à la couronne. Lorsque les guerres mondiales éclatèrent à des milliers de kilomètres de là, les Néo-Zélandais répondirent à l'appel, naviguèrent vers l'Europe pour arrêter l'Allemagne et ses alliés, et se sacrifièrent par dizaines de milliers sur les champs de bataille.

En déclarant la guerre à l'Allemagne nazie le même jour que la Grande-Bretagne, le Premier ministre Michael Savage déclara : « C'est avec gratitude pour le passé et avec confiance pour l'avenir que nous nous rangeons sans crainte aux côtés de la Grande-Bretagne. Où elle va, nous allons ! Là où elle se tient, nous nous tenons ! »

Quelle transformation s'est opérée depuis.

Laissée seule

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques votèrent pour le gouvernement travailliste de Clement Attlee, favorable à la décolonisation, et se tournèrent davantage vers l'intérieur et vers l'Europe. En 1973, ils rejoignirent la Communauté économique européenne (CEE). Malgré les applaudissements en Europe, M. Armstrong prévint : « La Grande-Bretagne regardera en arrière sur le lundi 1er janvier 1973, selon toute probabilité, comme une *date historique des plus tragiques*—une date chargée de potentialités sinistres ! » (*Pure Vérité,* mars 1973 ; c'est nous qui soulignons). Il prophétisa que la Grande-Bretagne finirait par quitter l'Europe.

À l'époque, la Nouvelle-Zélande était connue comme « la ferme de la Grande-Bretagne », mais les politiques européennes imposaient des quotas stricts sur ses exportations agricoles vers la Grande-Bretagne. En fait, ces politiques supplantèrent et mirent fin à tous les accords commerciaux bilatéraux de la Grande-Bretagne.

Avant 1939, la Grande-Bretagne recevait plus de 80% des exportations de la Nouvelle-Zélande. Ce pourcentage tomba à 27% à la fin de 1973 et à moins de 3% aujourd'hui. En raison des crises pétrolières et d'autres problèmes, l'inflation est montée en flèche dans les années 70 et 80 et la valeur du dollar néo-zélandais s'est effondrée.

Quatre décennies plus tard, la Grande-Bretagne a—comme prévu—quitté l'Union européenne, et l'on parle beaucoup de rétablir les relations d'avant la CEE. Mais le sentiment de trahison mis à part, il est trop tard pour cela maintenant.

L'Angleterre se repliant sur elle-même, la Nouvelle-Zélande chercha de nouveaux partenaires économiques. Une brève alliance s'ensuivit avec les États-Unis, mais un désaccord sur la guerre du Vietnam et sur l'énergie nucléaire et les armes nucléaires y mit fin. La Nouvelle-Zélande se tourna alors vers une nation dont la population et l'économie augmentaient rapidement, et vers un gouvernement qui courtisait déjà le Parti communiste de la Nouvelle-Zélande : la Chine.

En 1988, la Nouvelle-Zélande envoyait 4% de ses exportations en Chine et recevait 1% de ses importations de ce pays. Aujourd'hui, la Nouvelle-Zélande envoie 32% de ses exportations en Chine (soit le double du pays suivant, les États-Unis) et reçoit 23% de ses importations de la Chine (soit le double du pays suivant, l'Australie).

Le commerce chinois était exactement ce dont l'économie néo-zélandaise en difficulté avait besoin. Mais le prix à payer est beaucoup plus élevé.

Par exemple, en 2016, la demande chinoise bondit soudainement pour l'un des principaux produits néo-zélandais : le lait en poudre. En réponse, les producteurs laitiers empruntèrent de l'argent, achetèrent de nouveaux équipements et augmentèrent leur production.

Soudain, la demande cessa. Il s'avéra que la Chine *stockait* le produit—environ 300,000 tonnes—et qu'elle avait terminé. Les agriculteurs se retrouvèrent avec d'énormes dettes pour l'équipement qui n'était plus nécessaire. Ils firent faillite et furent contraints de vendre leurs fermes. Et qui était là, prêt à acheter ? La Chine.

Par l'intermédiaire d'entreprises chinoises, le régime chinois contrôle désormais de nombreuses exploitations agricoles et entreprises en Nouvelle-Zélande et constitue sa deuxième source « d'investissements » directs, provenant de l'étranger. La Nouvelle-Zélande est le premier exportateur mondial de produits laitiers, mais ses troisième, quatrième et cinquième producteurs laitiers sont détenus par des Chinois. *La moitié de sa* plus grande entreprise de viande est détenue par la Chine.

Shanghai Pengxin utilise ses fermes néo-zélandaises pour lancer des ballons de « surveillance de haute précision » dans l'espace proche, qui ont des applications potentielles pour les missiles guidés à longue portée.

Entre-temps, la Nouvelle-Zélande a absorbé un afflux massif d'immigrants chinois et asiatiques. Il y a 20 ans, 1 Néo-Zélandais sur 15 était asiatique. Ce chiffre a maintenant doublé pour atteindre environ 1 sur 7 et devrait atteindre 1 sur 4 dans les 20 prochaines années. La Chine est la plus grande source d'étudiants étrangers en Nouvelle-Zélande (55,000 en 2018), et les universités seraient « dépendantes » de leur fréquentation. L'Institut Confucius, contrôlé par le Parti communiste chinois, finance directement les cours scolaires néo-zélandais enseignant le chinois mandarin, et la police néo-zélandaise suit des cours de langue pour faciliter l'interaction avec le public.

Les gens craignent de remettre en question les motivations du Parti communiste chinois en Nouvelle-Zélande, de peur d'être traités de racistes. Mais il y a une autre raison pour laquelle les dirigeants néo-zélandais, qu'ils appartiennent au parti travailliste socialiste ou au parti national plus conservateur, évitent de remettre en question la Chine. La Chine les paie.

Un rapport de 2017 du professeur Anne-Marie Brady a noté que les députés nationaux Ruth Richardson et Chris Tremain sont directeurs de la Banque de Chine en Nouvelle-Zélande ; l'ancien dirigeant national Don Brash préside la Banque industrielle de Chine en Nouvelle-Zélande ; l'ancien Premier ministre Jenny Shipley préside la Banque de construction de Chine en Nouvelle-Zélande ; le député de la Liste nationale Yang Jian a en fait travaillé avec *le renseignement militaire chinois pendant 15 ans* et a formé des espions chinois avant de devenir citoyen néo-zélandais ; le député de la Liste travailliste Raymond Huo a des liens étroits avec le Parti communiste chinois et a transformé le slogan de la campagne électorale en chinois de l'actuelle Première ministre travailliste Jacinda Ardern en une citation de Xi Jinping. L'ancien Premier ministre du Parti national, John Key, sert désormais les projets commerciaux de Comcast en Chine et est également connu pour avoir vendu sa propriété néo-zélandaise pour 20 millions de dollars, bien au-dessus de la valeur du marché, à un acheteur chinois dont l'identité n'a pas été révélée. Les membres de la famille de l'ancien Premier ministre du Parti national Bill English dirigent d'autres initiatives liées au Parti communiste chinois. Ce ne sont là que quelques exemples.

Mais la classe dirigeante nous assure qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Sir Bob Harvey, ancien maire travailliste, a répondu aux critiques en déclarant que « la Chine détient la balance de la sagesse, et je pense que la Chine sauvera la planète. [...] La Chine n'a jamais attaqué un autre pays. C'est un pays qui a été gouverné par des savants et non par des dictateurs [...] Je ne travaille pas en tant qu'agent chinois. »

Loyautés divisées

Avec une Chine si profondément ancrée, la Nouvelle-Zélande est confrontée à un dilemme concernant ses alliés traditionnels.

Le pays fait partie de *Five Eyes* [Cinq Yeux], une alliance essentiellement anglo-saxonne de renseignement qui remonte à la Seconde Guerre mondiale et comprend l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis. Pourtant, au début de l'année 2021, la ministre néo-zélandaise des affaires étrangères, Nanaia Mahuta, a qualifié l'alliance et la pression qu'elle exerce sur la Chine de « désagréable » pour la Nouvelle-Zélande. Quelques mois plus tôt, un porte-parole du gouvernement chinois avait averti l'alliance *Five Eyes* que « ceux qui osent porter atteinte à la souveraineté de la Chine se verront arracher leurs propres 'yeux' ».

La Nouvelle-Zélande s'est également distancée de l'AUKUS, une alliance récente de l'Australie, du Royaume-Uni et des États-Unis, destinée à contenir la puissance chinoise dans le Pacifique. Elle s'est abstenue de se joindre à un boycott de ces quatre nations contre la Chine pour sa persécution des Ouïghours.

La Nouvelle-Zélande s'est en outre retrouvée dans une position vulnérable sur le plan militaire. Ses forces armées et ses états de service, historiquement déployées conjointement avec la Grande-Bretagne, ont longtemps été un sujet de fierté. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Nouvelle-Zélande disposait d'environ 1,000 avions, 60 navires et 43,000 soldats. Aujourd'hui, l'armée de l'air ne compte que 49 avions d'entraînement, de transport, de patrouille et d'hélicoptères (un quart de la taille de l'armée de l'air que les États-Unis ont laissée aux talibans en Afghanistan). Elle ne dispose d'*aucun* avion de combat. La *Royal New Zealand Navy* [Marine royale néo-zélandaise] ne compte actuellement que neuf navires, dont deux seulement sont destinés au combat. L'armée néo-zélandaise compte moins de 5,000 membres réguliers. L'armée du pays est, en réalité, inexistante.

La police néo-zélandaise célèbre son statut de police non armée. Il y a eu une période d'essai de la police armée au début de 2020, mais les militants de *Black Lives Matter* [La vie des Noirs compte] se sont opposés à cette mesure, l'un d'eux affirmant que la police « chasse les Maoris comme un sport de chasse ». (En près d'un siècle d'enregistrement, 36 personnes ont été tuées par la police, et 33 policiers ont été tués.) Le commissaire de police s'est empressé d'affirmer que la force resterait « un service de police généralement non armé » car « ce que ressent le public est important ».

Quelques jours plus tard, deux policiers néo-zélandais ont été abattus par un membre d'un gang maori ; l'un d'eux a succombé à ses blessures.

La honte coloniale

C'est un petit prix à payer, cependant, pour la « culpabilité coloniale » partagée par l'homme blanc en Nouvelle-Zélande. Du moins, c'est ce qu'on nous enseigne à l'école, à nous les Néo-Zélandais, dans un riche régime de culpabilité coloniale et de mythologie maorie. Les cours « d'études sociales » sont chargés d'avance sur la façon dont l'Empire britannique « vola » des terres de la population maorie richement cultivée, sur la base d'un traité « mal traduit » (très discuté), et sur l'enseignement de l'oppression générale du peuple maori. (Les faits concernant les luttes intestines constantes entre les tribus sont balayés d'un revers de main, tout comme le génocide des indigènes Moriori par les Maoris : en 1835, les Maoris attaquèrent les habitants de cette culture particulière, altruiste et sans armes, et les réduisirent à l'esclavage, les tuèrent et *les mangèrent*. En l'espace de 50 ans, les Maoris réduisirent la population moriori, forte de 2,000 personnes, à seulement 100.)

Apprendre cette histoire, cependant, est « raciste ». Et cela empêche d'attaquer le passé colonial de la Nouvelle-Zélande.

La Nouvelle-Zélande a rompu ses liens constitutionnels avec la Grande-Bretagne en 1986, mais elle reste une nation du Commonwealth britannique, avec la Reine comme chef d'État symbolique. En 1986, cependant, la Reine en visite reçut des œufs lors d'un défilé. Alors qu'un sondage réalisé en 2012 révélait que 70% des Néo-Zélandais souhaitaient conserver la monarchie, ce chiffre est désormais de 47%.

En 2015, le Premier ministre John Key organisa un référendum national de 26 millions de dollars pour changer le drapeau national et exprima un intérêt particulier pour le retrait de l'Union Jack de « l'ère coloniale ». Son effort échoua, mais 43% des Néo-Zélandais votèrent pour changer le drapeau.

Il existe également un mouvement visant, en langage biblique, à « effacer le nom ». Le parti maori fait pression pour rebaptiser le pays *Aotearoa* (« Terre du long nuage blanc »), et il est soutenu par une pétition de plus de 60,000 signatures, par 40% des personnes interrogées dans les sondages et par l'actuel Premier ministre. Le conseil géographique de Nouvelle-Zélande a également proposé à plusieurs reprises de renommer l'île du Nord et l'île du Sud en équivalents maoris : *Te Ika-a-Maui* (« Le poisson du dieu Maui ») et *Te Waipounamu* (« Le lieu de la pierre verte »).

Alors que le nombre de Néo-Zélandais d'origine asiatique se rapproche de celui des Maoris, le message général est de plus en plus clair : quelle que soit la culture qui domine ce pays, elle ne doit plus être britannique, anglo-saxonne ou, surtout, judéo-chrétienne.

Transformations

Le gouvernement travailliste néo-zélandais de 1999 à 2008 supervisa une période clé non seulement dans le démantèlement de l'armée de la nation, mais aussi dans le rejet de ses traditions et de sa morale.

En 2018, une Néo-Zélandaise fut faite chevalier « dame » par la Reine pour ses « services à la prostitution ». En 2003, le gouvernement décriminalisa la prostitution. En 2004, le gouvernement reconnut légalement les unions civiles homosexuelles. En 2007, il rendit illégale la discipline physique des enfants. En 2013, la Nouvelle-Zélande devint le premier pays du Pacifique à légaliser pleinement le « mariage » homosexuel. (Trois jours avant le début des cérémonies, un important tremblement de terre frappa juste au sud d'Auckland, la capitale, la secousse et sa vingtaine de puissantes répliques ayant été ressenties d'un bout à l'autre de la Nouvelle-Zélande.)

En 2020, l'avortement, auquel la Nouvelle-Zélande s'était opposée avec des lois pénales parmi les plus strictes du monde occidental, fut légalisé jusqu'à 20 semaines.

Mais le seul « péché » moral que la Nouvelle-Zélande ne peut tolérer est celui des émissions de gaz à effet de serre. En 2002, la Nouvelle-Zélande ratifia le protocole de Kyoto des Nations unies, s'engageant ainsi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Environ la moitié de ces gaz proviennent du bétail. Le gouvernement proposa une taxe de recherche sur les émissions agricoles qui permettrait de collecter une pénalité annuelle de 8,4 millions de dollars auprès des éleveurs de bétail, plus 50 à 125 millions de dollars de coûts publics pour financer la recherche sur la compensation des émissions de méthane du bétail. Ce qui fut connu sous le nom de « taxe sur les pets » fut accueilli avec dérision et protestations, et le projet de loi fut finalement retiré. En huit ans, la responsabilité de la Nouvelle-Zélande à l'égard du protocole de Kyoto s'élevait à plus d'un milliard de dollars. Malgré cela, la Nouvelle-Zélande s'est empressée de rejoindre l'Accord de Paris sur le climat de 2015, puis la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de 2021 (COP26). Elle s'est engagée à réduire ses émissions de 50% au cours de la décennie.

Dans le même temps, depuis les années 1980, ce pays traditionnellement éleveur de moutons a réduit son nombre de moutons de 63%.

La transformation du pays a été accélérée par son actuel premier ministre. Les médias internationaux qualifièrent sa campagne de 2017 de « Jacindamania », mais la jeune politicienne travailliste de gauche au visage frais était peut-être beaucoup plus populaire à l'étranger que dans son pays. Jacinda Ardern et son parti ont en fait reçu moins de voix que le Parti national, mais ont gagné le contrôle par le biais de tractations politiques et parlementaires qui aboutirent à un gouvernement de coalition.

Ardern n'est pas un chef de parti ordinaire. Cette ancienne DJ célibataire et ancienne présidente de l'Union internationale de la jeunesse socialiste a été nommée à la tête du Parti travailliste à l'âge de 37 ans, seulement 2½ mois avant les élections. Elle a soutenu avec véhémence la rupture avec la couronne, les dépenses sociales massives, le programme homosexuel, la légalisation des drogues et de l'avortement.

Elle a *effectivement* été réélue à la majorité simple l'année dernière, principalement pour sa gestion de ce qui a marqué la fin du monde tel que nous le connaissions : le coronavirus.

Dès que la peur du COVID-19 commença, Ardern lança l'un des confinements les plus durs et les plus stricts au monde. Elle a révoqué les libertés des Néo-Zélandais pour maintenir une politique de « zéro-COVID » tout au long de l'année 2020. Le coût en a été élevé. Près de deux ans plus tard, les frontières de la Nouvelle-Zélande restent inflexiblement fermées, et des *villes* entières sont confinées sur la base d'un ou deux cas positifs. La plus grande ville de Nouvelle-Zélande, Auckland, est finalement sortie d'un confinement de 108 jours—non pas en raison du succès de la stratégie de confinement (ou parce que 93% des résidents éligibles de Nouvelle-Zélande ont été vaccinés), mais parce que les responsables ont finalement réalisé que la politique de « zéro-COVID » était intenable.

Pourtant, avec des confinements permanents, avec la dette brute de la Nouvelle-Zélande qui a augmenté de près de 100 milliards de dollars pour atteindre un total actuel de 663 milliards de dollars (130,000 dollars pour chaque homme, femme et enfant), avec des rapports de réactions catastrophiques aux vaccins et un Premier ministre qui demande des rappels tous les six mois, il ne semble toujours pas y avoir de fin à l'horizon.

Au fait, quel est le nombre total de morts en Nouvelle-Zélande dans cette « pire pandémie du siècle » ? Quarante-quatre.

Le Paradis perdu

La Nouvelle-Zélande est souvent présentée comme une « île paradisiaque ». Mais si le niveau de vie reste élevé, d'autres chiffres montrent que la nation est malade.

La Nouvelle-Zélande se classe régulièrement au premier rang des pays développés pour le suicide des jeunes. Notre taux chez les jeunes de 15 à 19 ans (plus de 15 pour 100,000) est plus du *double* du taux mondial. Chez les hommes de 15 à 24 ans, ce chiffre est de 22.2 pour 100,000.

Parmi les nations de l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Nouvelle-Zélande est l'une des plus mal classées en matière de protection de l'enfance, la quatrième en matière de grossesse chez les adolescentes et l'une des pires en matière d'intimidation à l'école. Le taux de violence familiale en Nouvelle-Zélande est le pire du monde développé. Un tiers des femmes subissent une forme de violence physique. Quarante pour cent du temps de la police est consacré à répondre à des incidents de violence familiale (environ 500,000 par an pour une population de seulement 5 millions d'habitants). Le coût monétaire de la violence familiale s'élève à 7 milliards de dollars par an, mais le coût mental et émotionnel est incalculable.

Qu'est-ce qui est à blâmer ? La réponse fatiguée du « colonialisme » est, à présent, clairement une échappatoire ridicule. Il est beaucoup plus logique de pointer du doigt à l'abandon rapide de la morale judéo-chrétienne sur laquelle la Nouvelle-Zélande a été construite—une morale conçue pour maintenir les familles unies.

« Mon peuple est détruit, parce qu'il lui manque la connaissance. Puisque tu as rejeté la connaissance, je te rejetterai, […] *puisque tu as oublié la loi de ton Dieu, j'oublierai aussi tes enfants* » (Osée 4 : 6).

Osée est un livre prophétique du temps de la fin de la Bible visant principalement un peuple appelé *Éphraïm*—un peuple qui, comme Herbert W. Armstrong l'expliqua dans *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*, inclus la Nouvelle-Zélande. Osée décrit Éphraïm comme étant à moitié cuit, une « colombe stupide », rongé par les teignes, « opprimé, brisé par le jugement », se vendant à des « amants » étrangers oppressifs, « *[menant] ses enfants vers celui qui les tuera* » (Osée 7 : 8, 11 ; 5 : 12, 11 ; 9 : 13).

Le Paradis retrouvé ?

Qu'est devenue la Nouvelle-Zélande ? C'était autrefois un pays avec un but et une direction : « La ferme de la Grande-Bretagne » ; « Où va la Grande-Bretagne, nous allons » ; « Dieu protège la Nouvelle-Zélande » ; « Dieu protège la Reine ». En tandem avec le puissant Empire britannique, la Nouvelle-Zélande s'est élevée—et est maintenant, en tandem, tombée. Aujourd'hui, la nation est une ferme chinoise brisée, violente, faible, impuissante, sans gouvernail et, apparemment, sans avenir, qui tue son bétail pour sauver la planète, qui tue son peuple et son économie pour les sauver d'un virus qui, à tout point de vue, ne les tue pas.

La Nouvelle-Zélande était l'une des terres les plus richement bénies de la planète. Ces bénédictions, cependant, étaient accompagnées d'un avertissement. Dans l'un des tout premiers livres de la Bible, Dieu prévient : « Car je mènerai ce peuple dans le pays que j'ai juré à ses pères de lui donner, pays où coulent le lait et le miel ; il mangera, se rassasiera, s'engraissera ; *puis il se tournera vers d'autres dieux et les servira, il me méprisera et violera mon alliance ;* quand alors il sera atteint par une multitude de maux et d'afflictions, ce cantique, qui ne sera point oublié et que la postérité aura dans la bouche déposera comme témoin contre ce peuple […] » (Deutéronome 31 : 20-21).

Il se trouve que la Nouvelle-Zélande a sa propre « chanson » comme témoin, un poème émouvant écrit dans les années 1870 qui est devenu notre hymne national. C'est un chant aux paroles que nous ferions bien de méditer, citées en partie ci-dessous. Ce n'est que si nous revenons à Lui en tant que nation que Dieu protégera la Nouvelle-Zélande.

Dieu des nations, à Tes pieds, nous nous rassemblons liés d'amour, écoute nos voix, nous te prions […]

Des hommes de toute croyance et toute race, s'assemblent ici devant Ta présence, Te demandant de bénir cet endroit […]

De la dissension, de l'envie, de la haine, et de la corruption défends notre État, rends notre pays bon et grand […]

Seigneur des batailles, de Ta force, fais fuir nos ennemis, que notre cause soit juste et bonne […]

Que croisse notre amour pour Toi, que Tes bénédictions ne cessent jamais, donne-nous l'abondance, donne-nous la paix […]

Du déshonneur et de la honte, garde le nom reluisant de notre pays, couronne-le de gloire immortelle […]

Rends-nous fidèles à Toi, Dieu protège notre pays libre. […] Pour découvrir Tondessein glorieux, Dieu protège la Nouvelle-Zélande.